

Unité départementale de l'Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
Cedex 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 1^{er} juin 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 1^{er} juin 2023

Contexte et constats



Etablissement public régional

"Port de Sète Sud de France"

Aire de démantèlement
Môle Saint-Louis
34200 Sète

Référence : UD34/H4/2023-106
Code AIOT : 0003702104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} juin 2023 de l'aire de démantèlement de l'établissement public régional "Port de Sète Sud de France" implanté sur le site du Môle Saint-Louis - 34200 Sète. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Etablissement public régional "Port de Sète Sud de France"
- Môle Saint-Louis – 34200 Sète
- Code AIOT : 0003702104
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

L'établissement public régional "Port de Sète Sud de France" a aménagé une aire de démantèlement des navires dans l'enceinte du port, au niveau de l'aire de carénage du Môle Saint-Louis. Cette aire est dédiée à la déconstruction de navires abandonnés, et/ou en fin de vie, ainsi que de bateaux issus de la politique de réduction de la flotte de pêche.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Contrôle par sondage des prescriptions réglementaires du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « sans suite administrative ».
- « avec suites administratives »
 - Les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
 - Lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
 - Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Admission des navires	Arrêté préfectoral n° 2019-I-1350 du 17 octobre 2019 article 8.1.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suite administrative.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté préfectoral n° 2019-I-1350 du 17 octobre 2019 article 1.2.4	Sans objet
3	Préparation de la zone à démanteler	Arrêté préfectoral n° 2019-I-1350 du 17 octobre 2019 article 8.1.2	Sans objet
4	Analyse et transmission des résultats de l'auto-surveillance	Arrêté préfectoral n° 2019-I-1350 du 17 octobre 2019 article 9.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La vérification par sondage de la conformité de l'établissement à son arrêté préfectoral n° 2019-I-1350 du 17 octobre 2019 relatif à l'autorisation d'exploiter une aire de démantèlement de navires sur le site du Môle Saint-Louis à Sète, appelle **une remarque critique**.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2019-I-1350 du 17 octobre 2019. Article 1.2.4
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : - un navire au maximum en cours ou en attente de démantèlement ; - des bennes ou containers permettant de stocker les déchets générés par les activités ; - les engins et équipements nécessaires aux opérations de démantèlement.
Constats : Le jour de la visite, le navire "Jean-Marie NOCCA" était en cours de mise à terre pour être démanteler. Sur l'aire, aucun engin, ainsi qu'aucune benne n'étaient présents dans la mesure où la phase de "déchirage" n'avait pas encore débuté La consistance des installations autorisées, à la date de l'inspection, est respectée. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Admission des navires

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2019-I-1350 du 17 octobre 2019. Article 8.1.1
Prescription contrôlée : Avant admission sur site, un organisme expert effectue un diagnostic sur la présence d'amiante, de peintures à base de plomb ou de trybultylétain et fournit un certificat attestant de la non présence de ces composés. Les navires acheminés sur site sont préalablement dépollués (graisses, huiles, hydrocarbures, produits chimiques, liquides de refroidissement (et tout autre fluide) et amiante). Les opérations de dépollution réalisées lors du démantèlement concernent uniquement les fluides et matériaux non accessibles hors déconstruction ou si une de ces opérations ne peut être réalisée avant mise au sec. Les justificatifs de ces opérations de curage et dépollution sont conservés et présentés sur demande à l'inspection. Chaque entrée de navire fait l'objet d'un enregistrement de la part de l'exploitant précisant la date, l'heure, la provenance, les dimensions du navire et le type de coques (bois, métal, plastiques...). Ce registre précise la date de début et de fin des opérations de déconstruction.
Constats : L'exploitant a mis en place les prescriptions applicables à l'admission des navires. L'exploitant a présenté en séance à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- les attestations du prestataire et du propriétaire du navire visant à respecter les conditions de démantèlement sur l'aire de carénage ;- les attestations du prestataire et du propriétaire du navire visant à respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral qui encadrent l'aire de carénage ;- l'ordre de levage ;- le certificat attestant de la non présence d'amiante ;- le registre d'enregistrement du navire. En revanche, l'exploitant n'a pas présenté : <ul style="list-style-type: none">- le certificat attestant de la non présence de peintures à base de plomb ou de trybultylétain ;- les justificatifs des opérations de curage et dépollution du navire. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les documents manquants à la date butoir fixée au 30 juin 2023
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Préparation de la zone à démanteler

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2019-I-1350 du 17 octobre 2019. Article 8.1.2
Prescription contrôlée : Avant le début des opérations de démantèlement, les mesures et dispositifs suivants sont réalisés : <ul style="list-style-type: none">– mise en place d'un dispositif permettant d'isoler l'aire de démantèlement des activités de l'aire de carénage ;– mise en place d'une signalisation du chantier et des règles de sécurité ;– mise en place des dispositifs de lutte contre l'incendie et kit anti-pollution ;– mise en place de merlons de sable ou dispositifs équivalents permettant de confiner tout déversement accidentel dans l'enceinte du périmètre d'exploitation ;– positionnement des bennes de tri. <p>L'aire de démantèlement ne peut accueillir qu'un seul navire en cours ou en attente de démantèlement. Le levage ou les activités de démantèlement sont arrêtées dès lors que la vitesse du vent est supérieure à 90 km/h.</p> <p>Le navire en cours/ en attente de démantèlement est positionné à une distance minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none">• 10 mètres du pied du Môle Saint-Louis ;• 15 mètres de la zone de stockage d'hydrocarbures ;• 15 mètres de la zone d'avitaillement. <p>La limite extérieure du périmètre d'exploitation est positionné à 10 mètres de la limites extérieure du navire (matérialisation de la limite des effets létaux significatifs pour un scénario d'incendie).</p> <p>Les bennes et containers de stockage sont implantés en dehors des effets dominos susceptibles d'être générés en cas de départ d'incendie sur le navire.</p>
Constats : Les mesures et les dispositifs, à la date de l'inspection, visant à préparer la zone à démanteler sont strictement respectés. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Analyse et transmission des résultats de l'auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2019-I-1350 du 17 octobre 2019. Article 9.3.2
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant établit à la fin du démantèlement du navire, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...), ainsi que de leur efficacité. Il est adressé à l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier rapport de synthèse a été transmis à l'inspection le 4 février 2022. Il concernait le navire "Le phylliroée". Lors de cet envoi, l'exploitant a envoyé uniquement la synthèse des analyses sonores. L'exploitant a omis de transmettre la synthèse des analyses déchets. L'exploitant a présenté l'ensemble des documents en séance et s'est engagé à transmettre à l'inspection lesdits documents conformément à la prescription.
Type de suites proposées : Aucune
Proposition de suites : Sans objet